

Pouvoir Adjudicateur

Syndicat Mixte de l'Aéroport de Limoges-Bellegarde



Mandataire

Chambre de Commerce et d'Industrie de Limoges et de la Haute-Vienne

**TRAVAUX D'INSTALLATION D'UNE ITE SUR DEUX FAÇADES DU BATIMENT
DE BUREAUX DE L'AEROPORT DE LIMOGES-BELLEGARDE**

Marché de travaux

Marché passé selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1-1°, R.2123-1-1°,
et R.2123-4, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(C.C.T.P.)**

Date limite de réception des offres : **LUNDI 23 JUIN 2025**

Heure limite de réception des offres : **12H00**

Profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Sur le portail de dématérialisation PLACE (plateforme des achats de l'Etat)

Pouvoir Adjudicateur

**SYNDICAT MIXTE DE L'AEROPORT DE LIMOGES-BELLEGARDE
81 avenue de l'aéroport
87100 LIMOGES**

Représentant Légal du Pouvoir Adjudicateur

**Monsieur le Président de la
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
DE LIMOGES ET DE LA HAUTE-VIENNE
16 place Jourdan – CS 60403
87011 LIMOGES CEDEX**

Comptable Assignataire

**Monsieur le Trésorier de la
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
DE LIMOGES ET DE LA HAUTE-VIENNE
16 place Jourdan – CS 60403
87011 LIMOGES CEDEX**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 2 – TYPE DE CONSULTATION.....	4
ARTICLE 3 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES	5
3.1 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	5
3.2 – CONDITIONS GENERALES DE L'AEROPORT DE LIMOGES (CG LIG)	6
ARTICLE 4 – DATE ET DUREE D'EFFET DU MARCHE	6
ARTICLE 5 – DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES	6
ARTICLE 6 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET LIEU D'EXECUTION	6
ARTICLE 7 – VISITE DES LIEUX	6
ARTICLE 8 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	7
ARTICLE 9 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION	7
9.1- TYPE DE CONTRACTANT EXIGE	7
9.2 - ENGAGEMENT DE LA CONSULTATION	7
9-3 – VARIANTES	8
9-4 - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES	8
9-5 - OPTIONS (AU SENS DU DROIT COMMUNAUTAIRE)	8
9-6 - MODIFICATIONS DU MARCHE	8
9-7 - CONFIDENTIALITE ET MESURE DE SECURITE	8
9-8 - SOUS-TRAITANCE.....	9
ARTICLE 10 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	9
ARTICLE 11 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	9
11-1 - LES PIECES RELATIVES A LA CANDIDATURE.....	9
11.2 - LES PIECES RELATIVES A L'OFFRE	10
11.2.1 L'offre	10
11.2.2 Documents qui seront demandés au seul candidat retenu	10
ARTICLE 12 – PRIX DU MARCHE	11
12.1 – PRESENTATION DES PRIX.....	11
12.2 – CONTENU DES PRIX	11
ARTICLE 13 – MODE DE REGLEMENT - FACTURATION	12
ARTICLE 14 – ASSURANCES	12
ARTICLE 15 – MONNAIE – LANGUE – DROIT APPLICABLE.....	12
ARTICLE 16 – PENALITES	12
16.1 – PENALITES POUR RETARD	12
16.2 – PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE	12
ARTICLE 17 - RESILIATION	12
ARTICLE 18 – CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE	13
ARTICLE 19 – ATTRIBUTION DE COMPETENCES	13
ARTICLE 20 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	14

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

Vue aérienne du bâtiment :



En début d'année 2021, l'aéroport de Limoges avait mandaté l'entreprise JLM Ingénierie pour un audit énergétique du bâtiment de bureaux.

Afin de réaliser cette prestation, une thermographie de l'extérieur avait été faite sur les quatre façades du bâtiment.

La thermographie panoramique de la façade Nord et Est montre la présence d'un pont thermique qui peut seulement être traité par une isolation extérieure des façades.

Sur les façades Nord-Ouest et Sud-Est une isolation extérieure est déjà en place mais présente des dégradations au niveau des menuiseries.

Décomposition de la consultation

Il est prévu un seul lot mais le marché comporte deux (2) tranches :

- **Une tranche ferme** : Pose d'une ITE façade Nord. Début d'exécution à compter de la date de notification du titulaire.
- **Une tranche optionnelle** : Pose d'une ITE façade Est. Tranche affermée ou non par le pouvoir adjudicateur selon vote par le SMALB d'une enveloppe budgétaire dédiée. L'affermissement est express.

L'entreprise retenue prendra en compte l'audit énergétique réalisée par JLM Ingénierie en 2021 et transmis dans les documents de consultation.

ARTICLE 2 – TYPE DE CONSULTATION

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1-1° et R.2123-4 du code de la commande publique.

3.1 – Description des prestations



Façade Est



Façade Nord

Les travaux consistent en la pose d'une isolation des murs par l'extérieur avec la mise en place d'un isolant de R au moins égal à 3.7 m². K/W, soit environ 15 cm d'isolant.

Ces travaux devront être réalisés sans gêner l'occupation du bâtiment par les entreprises.

Les tablettes de fenêtres, ainsi que les couvertines seront à déposer puis remplacer à neuf avec étanchéité.

Au niveau de la façade Est, l'escalier présent est une issue de secours. Une attention particulière est à prendre pour maintenir cet accès, si possible, disponible lors des travaux. Dans le cas contraire, prévoir dépose et repose du plateau supérieur.

Autre sujet avec la présence de l'arrivée gaz du bâtiment au niveau de cette façade. Si la tranche affectée à ces travaux est affermie, les services de l'aéroport devront s'assurer de la coupure et du déplacement du coffret auprès de GRDF avant toute intervention.

Le niveau de finition esthétique du rendu sera à définir selon des préconisations de l'entreprise et validé par le MOA.

Les travaux préparatoires et la mise en œuvre des produits devront être effectués selon les Règles de l'Art et les règles professionnelles actuellement en vigueur.

Le non-respect des règles professionnelles (conditions d'application, de météorologie, de température, d'hygrométrie...) peut entraîner l'annulation du fonctionnement des couvertures légales (responsabilité biennale ou décennale).

L'offre des travaux sur les deux façades devra faire apparaître une décomposition des prix entre la façade Nord (tranche ferme) et la façade Est (tranche optionnelle). Un document synthétique « Bordereau de prix ITE » sera à renseigner et joint avec les devis détaillés pour les travaux de chaque façade.

L'ensemble des préconisations et le détail de la mise en œuvre de la solution pour la réalisation des travaux sont à porter dans le mémoire technique.

3.2 – Conditions Générales de l'aéroport de Limoges (CG LIG)

L'ensemble des interventions devra respecter scrupuleusement un cahier des Conditions Générales de l'aéroport (CG LIG).

Elles sont accessibles et téléchargeables depuis le site internet de l'aéroport de Limoges à l'onglet « Tout l'aéroport » puis « Appels d'offres en cours et CGI » lien direct :

<https://www.aeroportlimoges.com/tout-laeroport/appels-doffre-en-cours/>

Ce cahier a pour objet de décrire les modalités d'interventions et de définir les mesures de prévention réglementaires. Elles sont donc imposées à tous les fournisseurs « entreprises extérieures » qui doivent effectuer des interventions et des travaux sur l'aéroport de Limoges.

Les conditions concernent : l'Hygiène et Sécurité du travail, la Sécurité Aéroportuaire (SGS), la Sureté Aéroportuaire et l'Environnement.

ARTICLE 4 – DATE ET DUREE D'EFFET DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu à compter de la date de notification du titulaire pour la tranche ferme.

La tranche optionnelle sera affermée ou non par une décision expresse du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 5 – DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES

La date limite de remise des offres est fixée au **LUNDI 23 JUIN 2025 à 12h00**.

ARTICLE 6 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET LIEU D'EXECUTION

Le délai de validité de l'offre est fixé à 90 (quatre-vingt-dix) jours à compter de la date limite de remise des offres.

Les prestations sont à exécuter à l'aéroport de Limoges-Bellegarde - 81 avenue de l'aéroport 87100 LIMOGES.

ARTICLE 7 – VISITE DES LIEUX

La visite du site est **obligatoire**.

Les candidats pourront ainsi se rendre compte sur place des prestations à effectuer et ne pourront arguer d'une méconnaissance des lieux pour limiter leurs interventions ultérieurement.

Si une entreprise a déjà effectué la visite lors de la passation du précédent marché, alors la visite est facultative. L'entreprise devra néanmoins l'attestation précédemment remise.

Le titulaire aura ainsi estimé toutes les difficultés inhérentes au marché et ne pourra prétendre à aucune indemnité supplémentaire pour défaut d'information. De même, il ne pourra induire des imprécisions, d'erreurs, omissions ou contradictions du présent cahier des charges pour justifier une demande de supplément.

La proposition remise par le soumissionnaire devra comprendre toutes les tâches accessoires, de quelque nature qu'elles soient, nécessaires au complet achèvement des prestations.

Les prises de rendez-vous pour la visite se feront auprès du maître d'œuvre dont les coordonnées figurent à l'article 20 de ce présent document.

Deux (2) dates sont prévues :

- **Mercredi 28 mai 2025 à 14h00**
- **Mercredi 11 juin 2025 à 11h00**

Une attestation de visite sera remise à l'issue de la visite et devra impérativement être jointe au dossier du candidat sous peine de rejet de son dossier.

ARTICLE 8 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du présent marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

A noter que le **CCAG/Travaux**, applicable aux marchés publics de travaux étant réputé connu des entreprises répondant au présent marché, n'est pas joint matériellement au cahier des charges.

Le document applicable sera celui en vigueur à la date de remise des offres fixée par le cahier des charges.

Ce document est téléchargeable sur le site :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis à l'article 9 du présent cahier des charges exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché.

Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat ou de location, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

ARTICLE 9 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

9.1- Type de contractant exigé

L'offre des candidats sera présentée par une entreprise seule (titulaire unique) ou par un groupement. L'acheteur souhaite que le groupement, s'il devient titulaire du marché, adopte la forme solidaire. La forme de ce groupement ne peut pas être exigée au stade de la candidature.

En conformité avec les dispositions des articles R.2142-19 à R.2142-24 et R.2142-26 à R.2142-27 du CCP, il est rappelé que :

- un même prestataire peut présenter une candidature soit à titre individuel, soit en qualité de membre d'un (ou de plusieurs) groupement(s), mais qu'il ne peut en aucun cas cumuler ces deux qualités en réponse à une même consultation,
- l'un des prestataires doit être désigné comme mandataire pour représenter l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur, et coordonner les prestations des membres du groupement,
- un même prestataire ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement en réponse à une même consultation.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

9.2 - Engagement de la consultation

Avis d'appel à la concurrence

- Profil acheteur de la CCIL : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Retrait du dossier de consultation des entreprises

Le présent dossier de consultation des entreprises est téléchargeable, après inscription, à partir des sites :

<https://www.marches-publics.gouv.fr> ou www.limoges.cci.fr « rubrique achats »,

Nota Important : Pour accéder au Dossier de Consultation des Entreprises, vous avez le choix de vous authentifier ou non sur la plate-forme.

Cependant, il est important de rappeler qu'en cas de modification de la consultation (dates, rectificatifs/compléments, questions/réponses), nous devons être en mesure de vous contacter pour vous transmettre les éléments actualisés. C'est pourquoi nous vous conseillons de vous authentifier et de laisser vos coordonnées sur la plate-forme pour télécharger le DCE.

9-3 – Variantes

Sans objet.

9-4 - Prestations supplémentaires éventuelles

Il n'est pas prévu de prestations supplémentaires éventuelles.

9-5 - Options (au sens du droit communautaire)

Sans objet.

9-6 - Modifications du marché

Conformément aux articles R.2194- 2 et R.2194-5 du code de la commande publique le pouvoir adjudicateur peut modifier le marché initialement conclu en intégrant des prestations non prévues initialement mais qui seraient devenues nécessaires.

9-7 - Confidentialité et mesure de sécurité

Dans le cadre de la réalisation de la commande, le fournisseur (ou titulaire du marché) qui a accès ou traite des données individuelles est tenu au respect de la législation en vigueur sur la protection des données à caractère personnel et assure un niveau de sécurité adéquat de manière à en garantir l'intégrité et la sécurité de ces données. Ce niveau de sécurité doit être conforme à la réglementation en vigueur (loi Informatique et Libertés N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection de personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et la libre circulation de ces données (RGPD).

Par ailleurs, le fournisseur (ou titulaire du marché) est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et celui de ses éventuels sous-traitants, au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, illustrations, dont il a ou aura eu connaissance au titre de l'exécution de la commande.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données, sur quelque support que ce soit, à des tiers sans accord préalable de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne à résilier le marché aux torts du titulaire, aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne au titulaire, au titre de l'article 1217 du Code Civil (sans préavis ni indemnités).

Le titulaire s'engage à reconstituer, à ses frais, les informations qui seraient perdues ou rendues inutilisables de son fait. En cas de sous-traitance de données, une convention spécifique sera signée avant l'attribution définitive de la commande (ou du marché).

9-8 - Sous-traitance

La sous-traitance sera autorisée dans les conditions prévues par les articles R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique.

La sous-traitance de l'exécution de certaines parties du marché est possible à condition d'avoir obtenu de la personne publique contractante l'acceptation préalable de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Les sous-traitants sont soumis à l'accord préalable du pouvoir adjudicateur.

La sous-traitance est régie par la loi du 31 décembre 1975 et par les articles R.2193-1 à R.2193-22 qui prévoit le paiement direct de la personne publique cocontractante au bénéfice du sous-traitant déclaré et ce dès que le montant du contrat de sous-traitance atteint 600 € TTC.

Le sous-traitant peut être présenté soit au stade de la candidature, soit au stade de l'offre, ou encore au stade de l'exécution de la prestation.

Les sous-traitants devront fournir lors du dépôt de leur offre un dossier complet comprenant l'ensemble des pièces demandées aux candidats dans l'avis d'appel public à la concurrence nécessaire à l'agrément des sous-traitants.

Si ces sous-traitants ne sont pas encore désignés au jour du dépôt de l'offre, le candidat a l'obligation d'indiquer dans l'acte d'engagement le détail des prestations et le montant éventuel de prestations qu'il envisage de sous-traiter par la suite, au cours de l'exécution du marché.

ARTICLE 10 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le présent dossier de consultation des entreprises comprend les pièces suivantes :

- Le Règlement de consultation (RC),
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le présent Cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- L'Acte d'Engagement (ATTRI1),
- L'annexe financière de l'acte d'engagement (le bordereau des prix détaillés) – un bordereau pour la tranche ferme et un bordereau pour la tranche optionnelle,
- La notice d'information DUME,
- Les formulaires DC1 et DC2,
- Le rapport d'audit énergétique de la société JLM Ingénierie réalisé en 2021.

Les candidats sont tenus de vérifier la composition du dossier de consultation des entreprises, de réclamer les pièces éventuellement manquantes ou qui leur paraissent nécessaires à la compréhension du marché. Ils ne pourront pas ultérieurement, si leur offre est retenue, faire état de carences dans la composition du dossier pour réclamer des plus-values.

ARTICLE 11 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

11-1 - Les pièces relatives à la candidature

Le soumissionnaire devra présenter dans sa réponse, les pièces suivantes :

- 1. Une lettre de candidature** précisant le ou les membres du groupement, datée (formulaire DC1 ou équivalent) *.

2. Une déclaration sur l'honneur dûment complétée par la personne habilitée à engager la personne morale candidate (DC2 ou équivalent) *

***NOTA : Les candidats ont la possibilité de renseigner le formulaire Document Unique de Marché Européen qui remplacera les attestations DC1 et DC2, ce formulaire est réutilisable pour d'autres marchés.**

3. Si le candidat est en redressement judiciaire, copie du ou des jugements prononcés à cet effet ainsi que la justification qu'il est habilité à poursuivre son activité pendant la durée d'exécution du marché

4. Un ou plusieurs justificatifs de la capacité économique et financière des candidats à exécuter les prestations du marché, à savoir :

◦ La déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations du même type que celles faisant l'objet du marché au cours des trois dernières années d'exercice.

◦ La déclaration indiquant les effectifs du candidat et l'importance du personnel d'encadrement à savoir les moyens humains et matériels

5. Un ou plusieurs justificatifs de la capacité professionnelle et technique des candidats à exécuter les prestations du marché, à savoir :

- la liste des principales prestations de même nature que les prestations faisant l'objet du présent marché effectuées au cours des trois dernières années (chapitre 1 du mémoire technique)

- les qualifications professionnelles des candidats : la preuve de la capacité des candidats peut être apportée par tout moyen, notamment des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser les prestations faisant l'objet du marché (chapitre 1 du mémoire technique).

11.2 - Les pièces relatives à l'offre

11.2.1 L'offre

→ L'Acte d'Engagement (ATTR1),

→ L'annexe financière de l'acte d'engagement (le bordereau des prix détaillés, un bordereau tranche ferme, un bordereau tranche optionnelle),

Si nécessaire, le formulaire DC4 ou équivalent «Acte spécial en cas de sous-traitance»,

Lors de l'attribution, le formulaire ATTR1 sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement par tous les sous-traitants désignés au marché (formulaire DC4).

Que les sous-traitants soient désignés ou non au marché, le candidat devra indiquer dans le formulaire ATTR1 le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

- Un mémoire technique devant respecter obligatoirement la trame jointe
- L'attestation de visite obligatoire
- Les candidats peuvent en outre produire toute pièce qu'ils estiment de nature à appuyer leur offre.

11.2.2: Documents qui seront demandés au seul candidat retenu

Les attestations qui seront récupérées en mode automatique et sécurisé auprès des différentes administrations, sans intervention de l'entreprise, ne seront pas demandées à nouveau.

Les candidats sont informés qu'au cas où leur offre serait retenue, ils devront produire dans un **délai de quinze (15) jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur** les attestations qui n'ont pas été fournies, notamment les **attestations d'assurances** (en cours de validité), les **attestations sociales et fiscales**, le certificat de congés payés (si le candidat est assujéti au règlement d'une cotisation auprès d'une caisse de congés payés),...

Si les éléments demandés ne sont pas fournis dans le délai imparti, à compter de la demande, l'offre sera rejetée.

En conséquence, les candidats sont invités dès à présent à procéder aux demandes nécessaires auprès des administrations compétentes.

Ces pièces seront signées et renvoyées sous format papier ou par voie électronique ou déposées à la Chambre de Commerce et d'Industrie selon les conditions de l'article 6 du présent règlement de consultation.

NOTA : Les formulaires DC1, DC2, DC4 etc... peuvent être téléchargés sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics/formulaires>

ARTICLE 12 – PRIX DU MARCHÉ

12.1 – Présentation des prix

Les prix seront présentés :

- a) → L'acte d'engagement ATTRI 1 et son annexe financière (le bordereau des prix détaillés)
- b) → Si besoin au formulaire DC4 « acte spécial en cas de sous-traitance »,

12.2 – Contenu des prix

Les prix seront donnés en euros hors taxes et toutes taxes.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement

Les prix présentés à l'acte d'engagement et au bordereau des prix sont réputés comprendre :

- toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement l'exécution des prestations, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison et tous les frais afférents au déplacement et à l'hébergement.
- toutes sujétions comprises pour une exécution complète et soignée des prestations,

Le soumissionnaire est réputé avant la remise de son offre :

- avoir contrôlé toutes les indications portées dans le présent cahier des charges, notamment celles données par les pièces écrites ; s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes, concordantes.

Tout ce qui serait indiqué dans les pièces écrites du dossier remis au titulaire mais ne figurant pas sur les annexes ou réciproquement, aura la même valeur que si les indications correspondantes étaient portées sur l'ensemble des documents,

- s'être entouré de tous les renseignements utiles auprès du pouvoir adjudicateur.

En cas de discordance constatée dans l'offre, les indications portées en lettres à l'acte d'engagement prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre.

Si des erreurs de multiplication, d'addition ou de report sont constatées dans le bordereau de prix le montant total ne sera pas rectifié pour le choix de l'offre la plus avantageuse.

En outre, le soumissionnaire du marché reconnaît formellement que les prix qu'il a consentis tiennent compte de toutes les prestations décrites au sein du présent dossier de consultation des entreprises ainsi que des prestations, garanties et obligations résultant du marché, des impôts, des taxes et redevances en vigueur, et de toutes charges et aléas pouvant résulter de l'exécution du marché.

Aucun frais supplémentaire ne peut s'y ajouter. Le montant TTC s'entend au taux de TVA en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

ARTICLE 13 – MODE DE REGLEMENT - FACTURATION

Les demandes de règlement doivent se faire via la plateforme **CHORUS PRO** (voir article 8 CCAP).

ARTICLE 14 – ASSURANCES

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance, en cours de validité et contracté auprès d'une assurance de solvabilité notoire, au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 et 1384 modifiées du Code Civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, garantissant les conséquences pécuniaires qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il doit produire, dans le délai de **quinze (15) jours** à compter de la notification du marché et à toute demande de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne, une attestation de son assureur en cours de validité indiquant la nature et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance, pour quelque motif que ce soit, et à lui remettre, immédiatement, une nouvelle attestation.

ARTICLE 15– MONNAIE – LANGUE – DROIT APPLICABLE

L'unité monétaire tenue pour la conclusion du marché est l'euro.

Les candidats formuleront leur offre en euros.

Les offres des candidats et tous les documents relatifs au présent marché seront entièrement rédigés en français.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. Il sera fait application des dispositions de l'article 55 du CCAG - Travaux. Le tribunal administratif est seul compétent pour régler les litiges relatifs au présent marché.

ARTICLE 16 – PENALITES

16.1 – Pénalités pour retard

En cas de retard, des pénalités pourront être appliquées en vertu de l'article 19 du CCAG -Travaux.

16.2 – Pénalités pour travail dissimulé

Une pénalité sera appliquée au titulaire qui ne se sera pas régulièrement acquitté des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail.

Le montant de cette pénalité sera égal à 10 % du montant du marché, sans pouvoir excéder celui des amendes qu'il aura encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

ARTICLE 17 - RESILIATION

Le marché pourra être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-Travaux.

L'inexactitude des renseignements prévus aux articles R.2143-3, R.2142-3, R.2142-4, R.2143-11, R.2143-12, R.2143-16 du code de la commande publique, l'infraction caractérisée aux clauses contractuelles peuvent entraîner, par décision du pouvoir adjudicateur, la résiliation du marché.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le pouvoir adjudicateur, des documents nécessaires à la candidature initiale de toute personne juridique, complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 18 – CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE

Dans le cadre de la réalisation de la commande, le fournisseur (ou titulaire du marché) qui a accès ou traite des données individuelles est tenu au respect de la législation en vigueur sur la protection des données à caractère personnel et assure un niveau de sécurité adéquat de manière à en garantir l'intégrité et la sécurité de ces données. Ce niveau de sécurité doit être conforme à la réglementation en vigueur (loi Informatique et Libertés N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection de personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et la libre circulation de ces données (RGPD).

Par ailleurs, le fournisseur (ou titulaire du marché) est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et celui de ses éventuels sous-traitants, au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, illustrations, dont il a ou aura eu connaissance au titre de l'exécution de la commande.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données, sur quelque support que ce soit, à des tiers sans accord préalable de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne à résilier le marché aux torts du titulaire, aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne au titulaire, au titre de l'article 1217 du Code Civil (sans préavis ni indemnités).

Le titulaire s'engage à reconstituer, à ses frais, les informations qui seraient perdues ou rendues inutilisables de son fait. En cas de sous-traitance de données, une convention spécifique sera signée avant l'attribution définitive de la commande (ou du marché).

Le candidat s'engage à ce que la totalité des documents, rapports et toutes informations liées à l'opération visée soit confidentiels ainsi que toutes les données qui lui auront été communiquées. Ils doivent être immédiatement détruits par le candidat non-retenu après notification, et pour le titulaire du marché dès le terme des garanties.

ARTICLE 19 – ATTRIBUTION DE COMPETENCES

En cas de litige qui n'aurait pu être réglé à l'amiable, il est fait attribution de juridiction au

Tribunal Administratif de Limoges
2 Cours Bugeaud
87000 LIMOGES - Tél : 05 55 33 91 55

ARTICLE 20 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats pourront prendre contact avec

<u>Renseignements administratifs :</u>	<u>Renseignements techniques</u>
<p>Marion GERBAUD Acheteuse 05 55 45 15 62 marion.gerbaud@limoges.cci.fr Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne 16 place Jourdan – CS 60403 87011 LIMOGES Cedex</p>	<p>Nicolas DJOUDI Responsable Travaux / Maintenance Tél. : 05 55 43 30 29 Mobile 06 37 57 16 24 nicolas.djoudi@limoges.cci.fr Aéroport de Limoges 81 Avenue de l'Aéroport 87100 Limoges</p> <p>Thierry ROQUIER Responsable Infrastructures 05 55 43 30 27 Mobile 06 31 86 89 46 thierry.roquier@limoges.cci.fr Aéroport de Limoges 81 Avenue de l'Aéroport 87100 Limoges</p>